

Résolution présentée par la délégation de la

République de Trinité-et-Tobago

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Les droits de l'enfant

L'Assemblée générale,

Constatant le niveau de pauvreté des pays en voie de développement,

S'alarmant que celui-ci nuit au respect fondamental des droits de l'enfant, engendrant des répercussions sous forme de problèmes tels que la maltraitance, la consommation de drogues, le viol et la prostitution infantile,

Soulignant le fait que des articles tels que le 3, 27, 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant ne sont pas pleinement exécutés,

Insistant sur l'importance et la nécessité du développement de l'éducation de l'enfant,

Décide - d'accroître la disposition de moyens en plus des budgets déjà accordés tel que ceux de l'UNICEF ;

- de renforcer de manière durable et efficace le système éducatif axé sur l'école maternelle ;

- de soutenir et consolider les politiques familiales et l'entourage des enfants;

- d'accroître les services d'assistances sociales.

Le texte français fait foi.